

CAMERA DEI DEPUTATI ^N 4501

DISEGNO DI LEGGE

PRESENTATO DAL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI

(ANDREOTTI)

DI CONCERTO COL MINISTRO PER IL COORDINAMENTO
DELLE INIZIATIVE PER LA RICERCA SCIENTIFICA E TECNOLOGICA

(GRANELLI)

COL MINISTRO DEL BILANCIO E DELLA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

(ROMITA)

COL MINISTRO DEL TESORO

(GORIA)

COL MINISTRO DELL'INDUSTRIA, DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

(ZANONE)

COL MINISTRO DELLA SANITÀ

(DONAT-CATTIN)

E COL MINISTRO DELL'AMBIENTE

(DE LORENZO)

Ratifica ed esecuzione del protocollo alla convenzione del 1979 sull'inquinamento atmosferico oltre confine a lunga distanza, relativo alla riduzione di emissione di zolfo o dei suoi flussi oltre confine di almeno il 30 per cento, adottato a Helsinki l'8 luglio 1985

Presentato il 6 marzo 1987

ONOREVOLI DEPUTATI! — Il protocollo alla convenzione sull'inquinamento atmosferico oltre confine a lunga distanza del 1979, relativo alla riduzione dell'emissione di zolfo o dei suoi flussi oltre confine di almeno il 30 per cento, è stato stipulato ad Helsinki l'8 luglio 1985 ed è stato firmato da oltre venti Stati, fra cui l'Italia.

Con il protocollo in questione le parti contraenti (cioè i paesi firmatari) hanno convenuto di dare esecuzione alla convenzione, adottata a Ginevra il 13 novembre 1979, per la parte relativa alle principali fonti di inquinamento atmosferico che contribuiscono alla acidificazione dell'ambiente quali la combustione delle materie fossili per la produzione di energia e i principali processi tecnologici in diversi settori industriali, nonché i mezzi di trasporto che provocano l'emissione di biossido di zolfo, di ossido di azoto e di altri inquinanti.

L'adozione del protocollo è stata decisa in considerazione del fatto che una alta priorità deve essere data alla riduzione delle emissioni di zolfo per gli effetti positivi che ne deriveranno sull'ambiente, la situazione economica generale e la salute umana. È stato altresì tenuto presente che l'Organo esecutivo della convenzione di Ginevra ha riconosciuto,

nella sua prima sessione, la necessità di diminuire in modo effettivo le emissioni annuali di composti solforici o dei loro flussi oltre frontiera entro il 1993-1995.

Premesso quanto precede, il protocollo in argomento stabilisce l'impegno fondamentale per le Parti di ridurre le emissioni annuali di zolfo o dei loro flussi oltre frontiera di almeno il 30 per cento al più presto possibile e al più tardi entro le predette date, prendendo i livelli del 1980 come base di calcolo delle riduzioni.

Il sistema che verrà utilizzato per fornire periodicamente i dati per i calcoli necessari sarà l'EMEP (Programma concertato di sorveglianza continua e di valutazione del trasporto a lunga distanza degli inquinanti atmosferici in Europa).

In base al protocollo spetterà pertanto alle Parti contraenti di stabilire, nel quadro della convenzione, programmi, politiche e strategie nazionali, che permettano di ottenere secondo le modalità e i tempi indicati l'obiettivo sopra indicato.

Il protocollo è stato ratificato dal Canada, dalla Danimarca, dal Liechtenstein, dalla Svezia e dall'Ungheria; approvato dalla Bulgaria e dalla Francia e accettato dalla Bielorussia, dall'Olanda, dall'Ucraina e dall'URSS.

DISEGNO DI LEGGE

ART. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il protocollo alla convenzione del 1979 sull'inquinamento atmosferico oltre confine a lunga distanza, relativo alla riduzione di emissione di zolfo o dei suoi flussi oltre confine di almeno il 30 per cento, fatto a Helsinki l'8 luglio 1985.

ART. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data al protocollo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 11 del protocollo stesso.

ART. 3.

1. Con decreto del Presidente del Consiglio dei ministri, su proposta del Ministro dell'ambiente di concerto con il Ministro della sanità, saranno emanate le direttive generali ed i criteri da adottarsi per il perseguimento degli obiettivi individuati dal protocollo di cui all'articolo 1.

ART. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

PAGINA BIANCA

**PROTOCOLE À LA CONVENTION SUR LA POLLUTION
ATMOSPHERIQUE TRANSFRONTIERE À LONGUE DISTANCE,
DE 1979, RELATIF À LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS
DE SOUFRE OU DE LEURS FLUX TRANSFRONTIÈRES
D'AU MOINS 30 POUR CENT**



**NATIONS UNIES
1985**

PAGINA BIANCA

PROCOLE A LA CONVENTION SUR LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE
TRANSFRONTIERE A LONGUE DISTANCE, DE 1979,
RELATIF A LA REDUCTION DES EMISSIONS DE SOUFRE
OU DE LEURS FLUX TRANSFRONTIERES
D'AU MOINS 30 POUR CENT

Les Parties.

Résolues à donner effet à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance,

Préoccupées par le fait que les émissions actuelles de polluants atmosphériques causent des dommages étendus dans les régions exposées d'Europe et d'Amérique du Nord à des ressources naturelles d'importance vitale pour l'environnement et l'économie, comme les forêts, les sols et les eaux, de même qu'aux matériaux (y compris les monuments historiques) et ont dans certaines circonstances des effets nocifs pour la santé humaine, x

Conscientes que les principales sources de pollution atmosphérique qui contribuent à l'acidification de l'environnement sont la combustion de combustibles fossiles pour la production d'énergie et les principaux processus technologiques dans divers secteurs industriels, ainsi que les transports qui provoquent l'émission de dioxyde de soufre, d'oxydes d'azote et d'autres polluants,

Considérant qu'une priorité élevée devrait être accordée à la réduction des émissions du soufre qui aura des effets positifs sur l'environnement, la situation économique d'ensemble et la santé humaine,

Rappelant la décision prise par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE) à sa trente-neuvième session soulignant qu'il est urgent de redoubler d'efforts pour parvenir à coordonner les stratégies et les politiques nationales dans la région de la CEE afin de réduire effectivement les émissions de soufre au niveau national,

Rappelant que l'Organe exécutif de la Convention a reconnu à sa première session qu'il fallait diminuer effectivement les émissions annuelles totales de composés sulfureux ou leurs flux transfrontières d'ici à 1993-1995, en prenant les niveaux de 1980 comme base de calcul,

Rappelant que la Conférence multilatérale sur les causes et la prévention des dommages causés aux forêts et à l'eau par la pollution atmosphérique en Europe (Munich, 24-27 juin 1984) avait demandé à l'Organe exécutif de la Convention d'adopter, en première priorité, une proposition en vue d'un accord spécial visant à réduire les émissions nationales annuelles de soufre ou leurs flux transfrontières d'ici à 1993 au plus tard,

Notant qu'un certain nombre de parties contractantes à la Convention ont décidé d'opérer des réductions de leurs émissions nationales annuelles de soufre ou de leurs flux transfrontières d'au moins 30 % aussitôt que possible et au plus tard d'ici à 1993, en prenant les niveaux de 1980 comme base pour le calcul des réductions,

Reconnaissant d'autre part, que certaines parties contractantes à la Convention, bien qu'elles ne signent pas le présent Protocole au moment de son ouverture à la signature, contribueront néanmoins notablement à la réduction de la pollution atmosphérique transfrontière ou poursuivront leurs efforts pour contrôler les émissions de soufre, ainsi qu'il est indiqué dans le document annexé au rapport de l'Organe exécutif à sa troisième session,

Sont convenues de ce qui suit:

Article premier

Définition

Aux fins du présent Protocole,

1. On entend par "Convention", la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance adoptée à Genève le 13 novembre 1979;
2. On entend par "EMEP", le Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe;
3. On entend par "Organe exécutif", l'Organe exécutif de la Convention constitué en vertu du paragraphe 1 de l'article 10 de la Convention;
4. On entend par "zone géographique des activités de l'EMEP", la zone définie au paragraphe 4 de l'article premier du Protocole à la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif au financement à long terme du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP), adopté à Genève le 28 septembre 1984;
5. On entend par "Parties", sauf indication contraire du contexte, les Parties au présent Protocole.

Article 2

Disposition fondamentale

Les Parties réduiront leurs émissions annuelles nationales de soufre ou leurs flux transfrontières d'au moins 30 % aussitôt que possible et au plus tard d'ici à 1993, en prenant les niveaux de 1980 comme base de calcul des réductions.

Article 3

Réductions supplémentaires

Les Parties reconnaissent la nécessité pour chacune d'entre elles d'étudier au niveau national le besoin de réductions supplémentaires, supérieures à celles mentionnées à l'article 2, des émissions de soufre ou de leurs flux transfrontières si la situation environnementale l'exige.

Article 4

Rapports sur les émissions annuelles

Chaque Partie informe annuellement l'Organe exécutif du niveau de ses émissions annuelles de soufre et de la base sur laquelle il a été calculé.

Article 5

Calculs des flux transfrontières

L'EMEP fournit à l'Organe exécutif, en temps opportun avant ses réunions annuelles, des calculs faits au moyen de modèles appropriés des quantités de soufre, des flux transfrontières et des retombées de composés de soufre correspondant à l'année précédente dans la zone géographique des activités de l'EMEP. Dans les régions hors de la zone des activités de l'EMEP, des modèles appropriés aux circonstances particulières sont utilisés.

Article 6

Programmes, politiques et stratégies nationaux

Les Parties établissent sans retard, dans le cadre de la Convention, des programmes, politiques et stratégies nationaux permettant de réduire les émissions de soufre ou leurs flux transfrontières d'au moins 30 % le plus tôt possible et au plus tard pour 1993, et font rapport à l'Organe exécutif à ce sujet et sur les progrès accomplis vers cet objectif.

Article 7

Amendements au Protocole

1. Toute Partie peut proposer des amendements au présent Protocole.
2. Les propositions d'amendements sont soumises par écrit au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe qui les communique à toutes les Parties. L'Organe exécutif examine les propositions d'amendements à sa réunion annuelle la plus proche dès lors que les propositions ont été communiquées aux Parties par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe au moins quatre-vingt-dix jours à l'avance.
3. Les amendements au présent Protocole sont adoptés par consensus des représentants des Parties; un amendement entre en vigueur à l'égard des Parties qui l'ont accepté le quatre-vingt-dixième jour à compter de la date à laquelle deux tiers des Parties ont déposé leurs instruments d'acceptation de cet amendement. Un amendement entre en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour à compter de la date à laquelle ladite Partie dépose son instrument d'acceptation de cet amendement.

Article 8

Règlement des différends

Si un différend s'élève entre deux ou plusieurs Parties quant à l'interprétation ou à l'application du présent Protocole, ces Parties recherchent une solution par voie de négociation ou par toute autre méthode de règlement des différends acceptable pour les parties au différend.

Article 9

Signature

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature à Helsinki (Finlande) du 8 juillet 1985 au 12 juillet 1985 inclus, par les Etats membres de la Commission économique pour l'Europe et par les Etats dotés du statut consultatif auprès de la Commission économique pour l'Europe conformément au paragraphe 8 de la résolution 36 (IV) du Conseil économique et social en date du 28 mars 1947, et par les organisations d'intégration économique régionale constituées par des Etats souverains membres de la Commission économique pour l'Europe ayant compétence pour négocier, conclure et appliquer des accords internationaux dans les matières visées par le présent Protocole, sous réserve que les Etats et organisations concernés soient Parties à la Convention.

2. Dans les matières qui relèvent de leur compétence, ces organisations d'intégration économique régionale exercent en propre les droits et s'acquittent en propre des responsabilités que le présent Protocole attribue à leurs Etats membres. En pareil cas, les Etats membres de ces organisations ne peuvent exercer ces droits individuellement.

Article 10

Ratification, acceptation, approbation et adhésion

1. Le présent Protocole est sujet à ratification, acceptation ou approbation par les signataires.

2. Le présent Protocole est ouvert à compter du 13 juillet 1985 à l'adhésion des Etats et organisations visés au paragraphe 1 de l'article 9.

3. Un Etat ou une organisation qui adhère au présent Protocole après son entrée en vigueur applique l'article 2 au plus tard en 1993. Toutefois, si l'adhésion au Protocole a lieu après 1990, l'article 2 peut être appliqué par la Partie considérée après 1993 mais au plus tard en 1995, et cette Partie applique l'article 6 en conséquence.

4. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui exerce les fonctions de depositaire.

Article 11

Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date du dépôt du seizième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Pour chaque Etat ou organisation visé au paragraphe 1 de l'article 9 qui ratifie, accepte ou approuve le présent Protocole, ou y adhère après le dépôt du seizième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, le Protocole entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour à compter de la date du dépôt par cette Partie de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.



Article 12Dénonciation

A tout moment après cinq ans à compter de la date à laquelle le présent Protocole est entré en vigueur à l'égard d'une Partie, cette Partie peut dénoncer le Protocole par une notification écrite adressée au dépositaire. La dénonciation prend effet le quatre-vingt-dixième jour à compter de la date de sa réception par le dépositaire.

Article 13Textes faisant foi

L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, français et russe font également foi, est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Helsinki, le huitième jour du mois de juillet mil neuf cent quatre-vingt-cinq.



PAGINA BIANCA

TRADUZIONE NON UFFICIALE

PROTOCOLLO ALLA CONVENZIONE DEL 1979 SULL'INQUINAMENTO
ATMOSFERICO ATTRAVERSO LE FRONTIERE A LUNGA DISTANZA
RELATIVO ALLA RIDUZIONE DI ALMENO IL 30% DELLE EMISSIONI
DI ZOLFO O DEI LORO FLUSSI ATTRAVERSO LE FRONTIERE.

NAZIONI UNITE
1985



PAGINA BIANCA

PROTOCOLLO ALLA CONVENZIONE DEL 1979 SULL'INQUINAMENTO
ATMOSFERICO ATTRAVERSO LE FRONTIERE A LUNGA DISTANZA
RELATIVO ALLA RIDUZIONE DI ALMENO IL 30%, DELLE EMISSIONI
DI ZOLFO O DEI LORO FLUSSI ATTRAVERSO LE FRONTIERE.

Le Parti,

decise a dare effetto alla Convenzione sull'inquinamento atmosferico attraverso le frontiere a lunga distanza;

temendo che le attuali emissioni di inquinanti atmosferici provochino estesi danni nelle regioni esposte d'Europa e d'America del Nord, a risorse naturali d'importanza vitale per l'ambiente e l'economia, quali le foreste, il suolo e le acque, nonché ai materiali (ivi compresi i monumenti storici), e possano avere, in alcune circostanze, effetti dannosi per la salute dell'uomo;

consapevoli che le principali fonti d'inquinamento atmosferico che contribuiscono all'acidificazione dell'ambiente sono: la combustione di combustibili fossili per la produzione di energia, ed i principali processi tecnologici in vari settori industriali, nonché i trasporti che causano l'emissione di diossido di zolfo, di ossidi di azoto e di altri inquinanti;

considerando che un'elevata priorità dovrebbe essere concessa alla riduzione delle emissioni di zolfo in modo da ottenere effetti positivi per l'ambiente, per la situazione economica nel suo insieme e per la salute dell'uomo;

Ricordando la decisione adottata dalla Commissione Economica delle Nazioni Unite per l'Europa (CEE), nella sua trentanovesima sessione, ^{intesa a} ~~sottolineare~~ l'urgenza di raddoppiare gli sforzi per riuscire a coordinare le strategie e le politiche nazionali nell'ambito della CEE, per ridurre effettivamente le emissioni di zolfo a livello nazionale;

ricordando che l'Organo esecutivo della Convenzione ha riconosciuto nella sua prima sessione la necessità di diminuire effettivamente le emissioni annue totali dei composti solforosi e dei loro flussi attraverso le frontiere entro il 1993-1995, avvalendosi dei livelli del 1980 come base di calcolo;

ricordando che la Conferenza multilaterale sulle cause e la prevenzione dei danni causati alle foreste e all'acqua dall'inquinamento atmosferico in Europa (Monaco, 24-27 giugno 1984), aveva chiesto all'Organo esecutivo della Convenzione di adottare, con assoluta priorità, una proposta in vista di un accordo speciale volto a ridurre le emissioni nazionali annue di zolfo o i loro flussi attraverso le frontiere, al più tardi entro il 1993;

notando che un certo numero di parti contraenti alla Convenzione hanno deciso di attuare riduzioni di almeno il 30% delle loro emissioni nazionali annue di zolfo e dei loro flussi attraverso le frontiere il più presto possibile ed al più tardi entro il 1993, avvalendosi dei livelli del 1980, come base per il calcolo delle riduzioni;



ricconoscendo, d'altronde, che alcune Parti contraenti alla Convenzione, ancorché non abbiano firmato il presente Protocollo al momento della sua apertura alla firma, contribuiranno tuttavia in maniera rilevante alla riduzione dell'inquinamento atmosferico attraverso le frontiere, o proseguiranno i loro sforzi volti al controllo delle emissioni di zolfo, come indicato nel documento allegato al rapporto dell'Organo esecutivo relativo alla sua terza sessione;

hanno convenuto quanto segue:

Articolo primo

Definizione

Ai fini del presente Protocollo,

1. Per "Convenzione" si intende la Convenzione sull'inquinamento atmosferico attraverso le frontiere a lunga distanza, adottata a Ginevra il 13 novembre 1979;
2. Per "EMEP" s'intende il Programma concertato di sorveglianza continua ^{di} valutazione del trasporto a lunga distanza degli inquinanti atmosferici in Europa;
3. Per "Organo esecutivo", si intende l'Organo esecutivo della Convenzione, costituito ai sensi del paragrafo 1 dell'Art. 10 della Convenzione;
4. Per "Zona geografica delle attività dell'EMEP", si intende



la zona definita al paragrafo 4 dell'articolo primo del Protocollo alla Convenzione del 1979 sull'inquinamento atmosferico attraverso le frontiere a lunga distanza, relativo al finanziamento a lunga scadenza del Programma concertato di sorveglianza continua e di valutazione del trasporto a lunga distanza degli inquinanti atmosferici in Europa (EMEP), adottato a Ginevra il 28 settembre 1984;

5. Per "Parti", tranne indicazioni contrarie nel testo, si intendono le Parti al presente Protocollo.

Articolo 2

Disposizioni di base

Le Parti ridurranno di almeno il 30% le loro emissioni nazionali annue di zolfo e i loro flussi attraverso le frontiere, il più presto possibile ed al più tardi entro il 1993, adottando i livelli del 1980, come base per il calcolo delle riduzioni.

Articolo 3

Riduzioni supplementari

Le Parti riconoscono la necessità, per ciascuna di loro, di esaminare a livello nazionale il bisogno di riduzioni supplementari, superiori a quelle menzionate all'art. 2, delle emissioni di zolfo e dei loro flussi attraverso le frontiere, qualora ciò sia richiesto dalla situazione ambientale.



Articolo 4Rapporti relativi alle emissioni annue

Ogni Parte informerà annualmente l'Organo esecutivo del livello delle proprie emissioni annue di zolfo, e su quale base esso sia stato calcolato.

Articolo 5Rilevazione dei flussi attraverso le frontiere

L'EMEP fornirà all'Organo esecutivo, in tempo utile, prima delle sue riunioni annue, le rilevazioni effettuate mediante modelli appropriati, dei quantitativi di zolfo, dei flussi attraverso le frontiere e dalle ricadute dei composti solforosi relative all'anno precedente, nella zona geografica delle attività dell'EMEP. Nelle regioni al di fuori della zona delle attività dell'EMEP, vengono utilizzati modelli adeguati alle particolari circostanze.

Articolo 6Programmi, politiche e strategie nazionali

Le Parti definiranno senza indugio, nell'ambito della Convenzione, i programmi, le politiche e le strategie nazionali che consentano di ridurre, di almeno il 30%, le emissioni di zolfo o i loro flussi attraverso le frontiere, il più presto possibile, ed al più tardi entro il 1993, e faranno rapporto in merito all'Organo esecutivo e per quanto riguarda i progressi compiuti a tal fine.



Articolo 7Emendamenti al Protocollo

1. Ogni Parte potrà proporre emendamenti al presente Protocollo.
2. Le proposte di emendamenti saranno sottoposte per iscritto al Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa che le comunicherà a tutte le Parti.

L'Organo esecutivo esaminerà le proposte di emendamenti nel corso della sua riunione annuale successiva, dal momento in cui tali proposte siano state comunicate alle Parti dal Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa purché siano passati almeno novanta giorni.

3. Gli emendamenti al presente Protocollo saranno adottati con il consenso dei rappresentanti delle Parti; un emendamento entrerà in vigore per le Parti che lo avranno accettato il novantesimo giorno a partire dalla data in cui i due terzi delle Parti avranno depositato i propri strumenti di accettazione di detto emendamento. Un emendamento entrerà in vigore per ogni altra Parte il novantesimo giorno a partire dalla data in cui detta

Parte abbia depositato il proprio strumento di accettazione di detto emendamento.



Articolo 8Composizione delle controversie

Qualora si verifichi una controversia tra due o più Parti in merito all'interpretazione o all'applicazione del presente Protocollo, dette Parti cercheranno una soluzione mediante il negoziato o qualunque altro metodo di composizione delle controversie che sia accettabile per le Parti contendenti.

Articolo 9Firma

1. Il presente Protocollo sarà aperto alla firma a Helsinki (Finlandia), dall'8 luglio 1985 al 12 luglio 1985 compreso, da parte degli Stati membri della Commissione economica per l'Europa, e degli Stati che godono di uno Statuto consultivo presso la Commissione economica per l'Europa in virtù del paragrafo 8 della Risoluzione 36 (IV) del 28 marzo 1947 del Consiglio economico e sociale e delle Organizzazioni d'integrazione economica regionale costituite da Stati sovrani membri della Commissione economica per l'Europa, aventi competenza per negoziare, concludere ed applicare accordi internazionali nelle materie trattate dal presente Protocollo, con riserva che gli Stati ed Organizzazioni interessate siano Parti alla Convenzione.

2. Trattandosi di questioni di loro competenza, tali organizzazioni di integrazione economica regionale potranno, a proprio nome, esercitare i diritti ad assolvere le responsabilità che il presente Protocollo conferisce ai loro Stati membri.

In tal caso, gli Stati membri di dette Organizzazioni non potranno esercitare individualmente questi diritti.

Articolo 10

Ratifica, accettazione, approvazione ed adesione

1. Il presente Protocollo è soggetto a ratifica, accettazione o approvazione da parte dei firmatari.
2. Il presente Protocollo è aperto all'adesione degli Stati ed Organizzazioni di cui al paragrafo 1 dell'articolo 9 a datare dal 13 luglio 1985.
3. Uno Stato ed organizzazione che aderisca al presente Protocollo dopo la sua entrata in vigore applicherà, al più tardi entro il 1993, l'articolo 2. Tuttavia, qualora l'adesione al Protocollo avvenga dopo 1990, l'articolo 2 potrà essere applicato dalla Parte considerata dopo il 1993, ma al più tardi nel 1995, e detta Parte applicherà di conseguenza l'articolo 6.
4. Gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, o di adesione saranno depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, che svolge le funzioni di depositario.



Articolo 11Entrata in vigore

1. Il presente Protocollo entrerà in vigore il novantesimo giorno successivo alla data del deposito del sedicesimo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

Per ciascun Stato o organizzazione di cui al paragrafo 1 dell'articolo 9 che ratifichi, accetti o approvi il presente Protocollo, o vi aderisca dopo il deposito del sedicesimo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, il Protocollo entrerà in vigore il novantesimo giorno a partire dalla data in cui detta Parte avrà depositato il proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

Articolo 12Denuncia

In qualsiasi momento, dopo cinque anni dalla data in cui il presente Protocollo sarà entrato in vigore nei riguardi di una Parte, detta Parte potrà denunciare il Protocollo mediante notifica scritta indirizzata al depositario. Tale denuncia avrà effetto il novantesimo giorno a partire dalla data di ricevimento da parte del depositario.



Articolo 13Testi autentici

L'originale del presente Protocollo, i cui testi inglese, francese e russo fanno ugualmente fede, sarà depositato presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato il presente Protocollo.

Fatto a Helsinki, l'8 luglio 1985.

